

**Ancrage taux de change – inflation dans une économie
extravertie : entre contraintes conjoncturelles et politiques
structurelles en RDC**

**Exchange rate anchoring – inflation in an outward-looking
economy: between cyclical constraints and structural policies in
the DRC**

GERENGBO KOTO Léopold
Docteur en Economie et développement
Professeur d'Universités
République Démocratique du Congo

Date de soumission : 21/10/2025

Date d'acceptation : 03/12/2025

Pour citer cet article :

GERENGBO KOTO. L. (2025) « Ancrage taux de change – inflation dans une économie extravertie : entre contraintes conjoncturelles et politiques structurelles en RDC », Revue Française d'économie et de gestion « Volume 6 : Numéro 12 » pp : 120- 142.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

Il existe des liens étroits entre les taux de change, les exportations et les importations de biens et de services, et des capitaux. Dans des économies ouvertes comme aujourd'hui, la stabilité des taux de change est devenue un objectif intermédiaire fondamental. Il s'agit de trouver le taux de change d'équilibre, ce qui n'est jamais aisé. Un taux de change faible renchérit les importations, réduit le pouvoir d'achat des consommateurs nationaux parce que les coûts des biens importés coûtent chers en monnaie nationale, baisse le prix pour les acheteurs étrangers par le fait qu'il leur faut moins de devises étrangères pour acheter la même quantité de la monnaie nationale, et favorise les exportations. A l'inverse, une monnaie forte rend moins chères les importations et réduit les exportations. L'objectif poursuivi en rédigeant ce papier est d'analyser les liens de causalité théorique et empirique entre le taux de change et l'inflation dans une petite économie ouverte et extravertie, le cas illustratif retenu est celui de la République démocratique du Congo.

Mots clés : « taux de change » ; « taux d'inflation » ; « politique monétaire » ; « inflation importée » ; « réserve de change ».

Abstract

There are close links between exchange rates, exports and imports of goods and services, and capital. In open economies like today's, exchange rate stability has become a key intermediate objective. It is about finding the equilibrium exchange rate, which is never easy. A weak exchange rate makes imports more expensive, reduces the purchasing power of domestic consumers because the costs of imported goods are high in the national currency, lowers prices for foreign buyers because they need fewer foreign currencies to buy the same amount of the national currency, and encourages exports. Conversely, a strong currency makes imports cheaper and reduces exports. The objective pursued in writing this paper is to analyze the theoretical and empirical causal links between the exchange rate and inflation in a small, open, and outward-oriented economy, the illustrative case chosen is that of the Democratic Republic of Congo.

Keywords: « exchange rate »; « inflation rate »; « monetary policy »; « imported inflation »; « foreign exchange reserves ».

Introduction

La croissance économique mondiale s'est ralentie sensiblement après la crise financière de 2008/2009, en particulier dans les pays développés. La crise a illustré la forte interdépendance économique entre les différents pays et régions. Elle a aussi mis en évidence la nécessité pour les PED de réduire leur vulnérabilité aux chocs extérieurs et de reformuler leurs stratégies de développement. Ces dernières devront s'orienter dans deux directions : du côté de la demande, prendre des mesures anticycliques et adopter des stratégies de développement des marchés nationaux et régionaux plus robustes ; et du côté de l'offre, s'investir dans la modernisation et la diversification productives (Ntagoma, 2015).

Pour des chocs qui se propagent par la voie des liens commerciaux, ceci peut améliorer les perspectives d'investissement dans ces pays et les aider à mieux résister aux chocs (Cnuced, 2013). C'est dans cette logique que, face à un système financier international instable, les PED ont mis en place des politiques pour réduire leur exposition aux chocs financiers et atténuer leurs conséquences internes, notamment par des politiques d'accumulation des réserves de change, de réduction du ratio de la dette extérieure par rapport au PIB, de gestion des flux des capitaux, de développement d'un marché intérieur des titres d'emprunt et de diversification des investisseurs.

Au cours de l'année 2023 en République Démocratique du Congo, le franc congolais a été confronté à de fortes fluctuations causées par une pression quasi continue sur la demande des devises étrangères, suite aux effets nocifs et dommages collatéraux de la guerre en Ukraine, des tensions géopolitiques sur la politique monétaire au niveau des économies avancées ainsi que des effets latents de la pandémie de Covid-19 et du changement climatique. Ces chocs ont affecté l'économie congolaise à travers plusieurs canaux, dont les principaux sont le canal du commerce extérieur et celui de l'aide publique au développement. Le taux de change indicatif s'est établi à 2.668,95 CDF le dollar américain contre 2.016,91 CDF en 2022, soit un taux de dépréciation de 24,43 %. Sur le marché parallèle, ce taux s'est situé à 2.686,67 CDF le dollar américain soit une dépréciation de 20,41 % comparativement à 2022. L'écart entre les taux indicatifs et parallèles s'est élargi, avec une moyenne de 3,7 % contre 2,8 % en 2022. L'écart le plus élevé, soit 14,0 %, a été atteint au mois de mars 2023. Cette situation s'explique par la forte contraction de l'offre de devises traduite par un déficit cumulé du budget en devises de 256,5 millions de USD entre février et mars 2023, sur fond d'une demande accrue des devises sur le marché parallèle.

En nous référant au contexte actuel de l'extraversion de l'économie congolaise, une question mérite d'être posée : *existe-t-il une relation réciproque de cause à effet entre le taux de change et l'inflation en République démocratique du Congo ?*

L'objectif poursuivi en rédigeant ce papier est d'analyser les liens de causalité théorique et empirique entre le taux de change et l'inflation en République démocratique du Congo.

Pour atteindre cet objectif général, nous nous servons des objectifs spécifiques suivants :

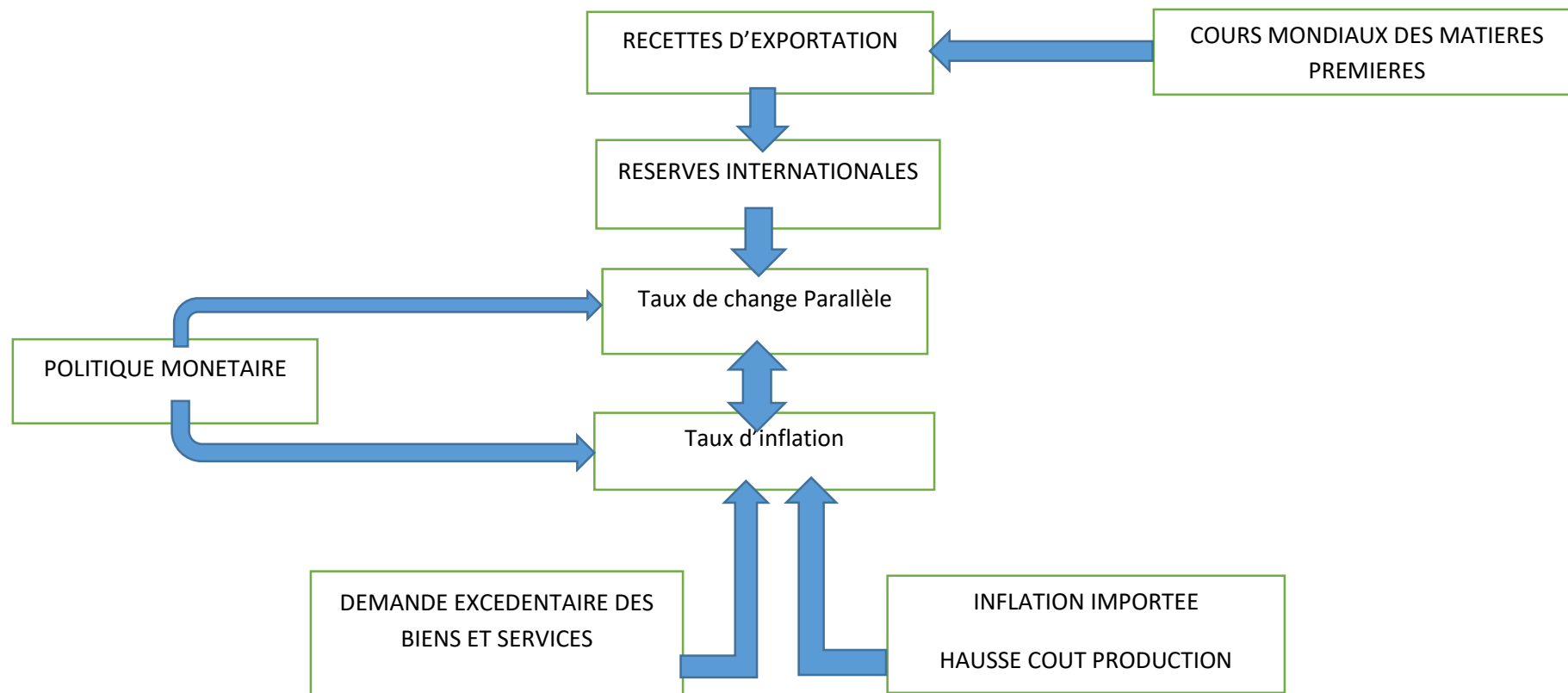
- Analyser les causalités théoriques de la fluctuation du taux de change et de l'inflation dans une petite économie ouverte et extravertie ;
- Apprécier les tendances évolutionnaires suivies par ces indicateurs pendant la période de 2012 à 2024
- Mesurer les causalités empiriques au sens de Granger de la fluctuation de taux de change et de l'inflation en RDC ;

Nous avons utilisé la méthode comparative (pour apprécier les tendances suivies par les différents indicateurs) et la méthode historique (allant de l'année 2012 à 2024). Les techniques utilisées sont les techniques documentaire (documents utilisés), d'entretien (avec certains experts), statistiques (tableaux et graphiques utilisés) et économétrique (recherche des causalités empiriques entre les différentes variables liées au taux de change et à l'inflation).

La structure de ce papier est fonction des objectifs spécifiques fixés ci-haut. Réparti en trois sections, la première est intitulée « Causalités théoriques de la fluctuation de taux de change et de l'inflation dans une économie extravertie », la deuxième est relative à l'analyse contextuelle et tendancielle ; et la dernière analyse les causalités empiriques au sens de Granger de la fluctuation de taux de change et de l'inflation en RDC. Ces trois sections sont encadrées par la présente introduction et la conclusion.

1. CAUSALITES THEORIQUES DE LA FLUCTUATION DE TAUX DE CHANGE ET DE L'INFLATION DANS UNE PETITE ECONOMIE EXTRAVERTIE

Schéma 1 : Cadre conceptuel des causalités théoriques



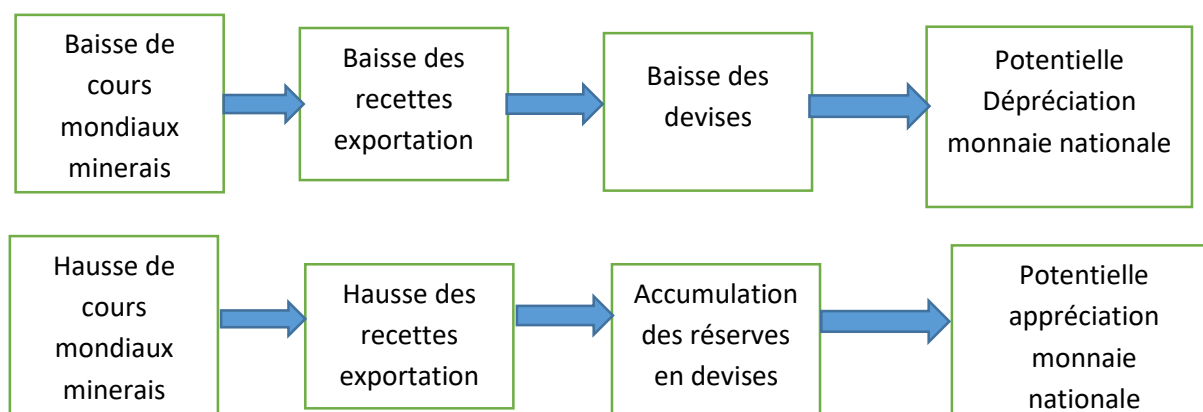
Source : construit par l'auteur

1.1. CAUSALITES THEORIQUES DE LA FLUCTUATION DE TAUX DE CHANGE

1.1.1. Des cours mondiaux des matières premières au taux de change

Dans une économie basée essentiellement sur l'exportation des matières premières, les cours mondiaux jouent un rôle indirect et surtout très important sur le taux de change. Cette relation s'explique par le fait qu'une baisse des cours mondiaux des minerais impacte négativement les recettes d'exportations, cette baisse des devises rapatriées se répercute sur les réserves internationales ; la devise étrangère s'apprécie au dépens de la dépréciation de la monnaie nationale. A l'inverse, la tendance haussière suivie par les cours des minerais à l'international influe positivement sur les rentrées des devises (recettes d'importation), les réserves internationales sont revues à la hausse et la monnaie nationale retrouve une appréciation par rapport à devises étrangères.

Bref, nous pouvons résumer ces causalités théoriques par les schémas suivants :

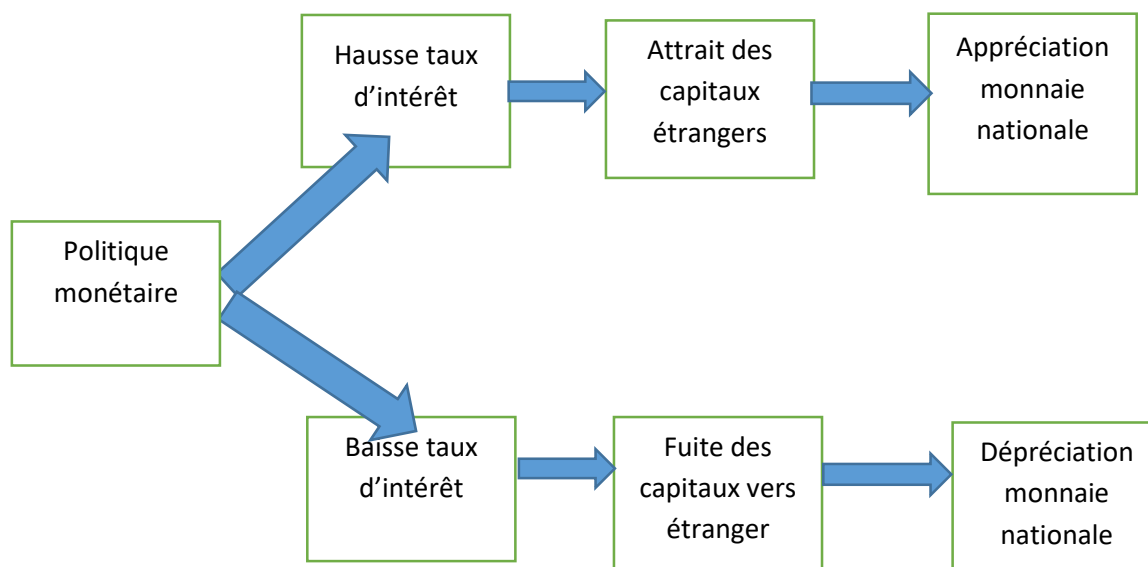


1.1.2. ANCRAGE POLITIQUE MONETAIRE ET TAUX DE CHANGE

La politique monétaire peut jouer pour la stabilité de taux de change à travers son instrument de taux directeur. Une politique monétaire restrictive (augmentation de taux d'intérêt) attire les capitaux étrangers (placements financiers très attractifs pour les étrangers), et contribue à l'appréciation de la monnaie nationale. A l'inverse, une politique monétaire expansionniste (baisse de taux d'intérêt) favorise la fuite des capitaux vers l'étranger (fuite des devises car les placements nationaux sont moins rentables) et déprécie la monnaie nationale face aux devises étrangères.

Nous pouvons résumer l'ancrage « politique monétaire » et taux de change par les schémas suivants :

Bref, nous pouvons résumer ces causalités théoriques par les schémas suivants :



1.2. CAUSALITES THEORIQUES DE L'INFLATION

1.2.1. Signification de l'inflation

L'inflation se définit comme étant « un mouvement à la hausse, simultanée et persistant, des prix de la plupart des produits et des facteurs »(Jacquemin et al., 2001). L'inflation est un accroissement de la quantité de monnaie (monnaie au sens large) qui n'est pas contrebalancé par une augmentation de la demande de monnaie, et qui a donc pour conséquence une baisse du pouvoir d'achat de la monnaie (une hausse des prix) (Fillieule, 2010).

« Elle est un déséquilibre économique caractérisé par une hausse générale, durable, cumulative et plus ou moins forte des prix ou par l'allongement des délais de livraison ou des files d'attente pour un grand nombre de produits dans le pays pratiquant la fixation administrative de prix » (Silem, 2004). En effet, l'inflation est un processus de hausse générale des prix ou exprimé autrement une diminution du pouvoir d'achat de la monnaie (Flamant, 1991).

Pour Denis LAMBERT, l'inflation est « un ensemble de déséquilibres entre les offres et les demandes des secteurs production, groupements des consommateurs, prenant leurs origines aussi bien dans les ruptures qui accompagnent les fluctuations de la conjoncture intérieure et extérieure, que, dans une modification des caractéristiques structurelles de l'économie. Ces déséquilibres se propagent, s'amplifient ou se résorbent, selon un processus cumulatif, en raison d'une perversion des mécanismes économiques » (Lambert, 1959).

Elle se caractérise par la hausse durable du niveau général des prix. Elle exclut les hausses localisées et passagères et suppose que l'augmentation des prix se transmette à toute l'économie et se reproduise à la période suivante.

1.2.2. L'ANCRAGE POLITIQUE MONETAIRE – STABILITE DE PRIX

Le prix représente le sacrifice économique consenti par un client pour acquérir un produit ou un service (Hermann et al., 2002). L'objectif de stabilité des prix est essentiellement celui d'éviter tant l'inflation que la déflation. Cet objectif est assez unanimement reconnu important par tous les responsables des politiques économiques des pays démocratiques. L'objectif macroéconomique en matière d'inflation se formule, et se mesure, dans les termes d'une valeur-cible de l'indice général des prix, exprimée en pourcentage de hausse annuelle de celui-ci. La Banque Centrale agit sur l'offre de la monnaie ou son émission dans le but de remplir son objectif de stabilité des prix (Rey, 1998).

Un cadre macroéconomique est considéré comme stable s'il s'agit d'une politique monétaire stable caractérisée par une inflation faible et stable (Ftiti, 2010).

Selon A. Jacquemin et M. tulkens, la politique monétaire est un instrument destiné à régulariser le niveau de la production et des prix en variant la quantité de monnaie dans l'économie. Elle est un volet de la politique économique visant à influencer sur l'évolution de la masse monétaire et les taux d'intérêts et, par ce biais, l'inflation, la croissance, l'emploi et le taux de change (Faugere, 1994).

Son rôle revint sur le devant de la scène dans les années 1970, lorsqu'il fut manifeste que les banques centrales avaient laissé l'inflation se développer et que leur action avait exacerbé plutôt qu'atténué l'impact inflationniste des chocs pétroliers. Vint le temps de la priorité à la désinflation. C'est de cette période que date le mouvement vers l'indépendance des banques centrales, assortie d'un mandat donnant la priorité à la stabilité des prix, réforme institutionnelle destinée à leur permettre d'atteindre plus sûrement cet objectif. Dans les années 1990, un consensus s'était formé autour de l'idée que la politique monétaire devait avoir pour principal objectif la stabilité des prix, même si les modalités d'exercices de ce mandat différaient considérablement selon les pays (Benassy, 2012).

1.2.2.1. BANQUE CENTRALE FACE AUX OBJECTIFS CONTRADICTOIRES

D'une manière générale, les objectifs de la politique économique sont : le plein emploi, la croissance économique, la stabilité des prix, la contrainte extérieure ou l'ouverture de l'économie sur l'extérieur (Neme, 1977). Mais il peut exister des conflits entre ces objectifs. Une politique de relance de la croissance économique pour réduire le chômage peut entraîner un déséquilibre extérieur ou une hausse de l'inflation. Une politique de lutte contre l'inflation

peut casser la croissance économique et augmenter le chômage. La banque centrale peut donc être amenée à faire des arbitrages en fonction de ses priorités (Selemani, 1979).

Et par rapport à son objectif final, Friedman considère que la politique monétaire n'est pas un instrument efficace pour atteindre le plein emploi ou réaliser la croissance économique. L'objectif final de la politique monétaire doit être la stabilité des prix (CROS, 1989).

En fait, la priorité accordée à la lutte contre l'inflation pose deux séries de questions. Bien que la plupart des économistes rejettent aujourd'hui l'attention aveugle portée à la croissance de la monnaie qui est au cœur de l'analyse monétariste, certains principes importants du monétarisme ont trouvé leur place dans l'analyse non monétariste moderne, rendant plus floue la distinction entre monétarisme et keynésianisme qui semblait si nette (Jahan et Papageorgiou, 2014).

Comme l'inflation n'est pas seulement un phénomène monétaire, d'autres moyens peuvent être employés pour lutter contre l'inflation, la politique des revenus par exemple.

Une politique expansive condamnée à résoudre les problèmes de l'inefficacité en matière de croissance et d'emploi, ne peut qu'accroître le taux d'inflation. En fait, cette position est contestable et certains économistes, d'inspiration plutôt keynésienne, considèrent que la courbe de Philips correspond toujours à une certaine réalité et qu'il est possible d'obtenir de meilleures performances de production et d'emploi grâce à une politique monétaire ou budgétaire expansive.

1.2.2.2. L'accroissement de la quantité de monnaie en circulation dans l'économie

En contrôlant le rythme de croissance des agrégats monétaires, on peut contrôler celui de la demande. En règle générale le choix porte sur l'agrégat M3 qui est la masse monétaire au sens large, représentative de l'ensemble des liquidités de l'économie (Jahan et Papageorgiou, 2014). Dans l'optique monétariste, contrôler l'accroissement de monnaie c'est l'un des objectifs privilégiés, car il permet de contrôler l'accroissement de la demande et donc les risques d'inflation. D'où, il faut que la croissance de la masse monétaire soit égale au taux de croissance de l'économie réelle pour éviter toute tension inflationniste.

1.2.3. L'INFLATION N'EST PAS SEULEMENT D'ORIGINE MONETAIRE

Les causes possibles de l'inflation sont nombreuses et leur importance respective parfois difficile à apprécier. Certains économistes la considèrent comme « une hausse du niveau général des prix qui équivaut à une perte de valeur de la monnaie » (Piriou, 1990), et d'autres la traduisent par « une hausse excessive et généralisée des prix sur une longue période, qui est phénomène macroéconomique et résultat des faits et de comportements interdépendants »

(Provost, 1986). Deux grandes catégories se dégagent cependant : les causes réelles d'une part et les causes monétaires d'autre part. Parmi les premières on distingue encore l'inflation par la demande et l'inflation par les coûts.

1.2.3.1. L'inflation par la demande

Sur le plan réel, l'inflation est suscitée par la demande des biens et services lorsque celle-ci s'accroît dans des proportions telles que la production et les canaux de la distribution ne parviennent plus à suivre, c'est –à-dire à la satisfaire dans des délais raisonnables (Provost, 1986).

De tels accroissements peuvent provenir des sources diverses : un accroissement notable de la consommation des ménages, une hausse des dépenses des pouvoirs publics ou encore un changement dans la structure de la demande globale, en particulier lorsque les conditions de concurrence et les formes des marchés varient fort d'un secteur à l'autre.

1.2.3.2. L'inflation par les coûts

Une autre cause de l'inflation se trouve du côté de l'offre des produits et des facteurs, c'est-à-dire dans des conditions de la production. En effet, lorsque producteurs et salariés en vue d'accroître leurs revenus, tendent à développer leur pouvoir de monopole et s'ils y parviennent, haussent leurs marges bénéficiaires et leurs prix, le processus se diffuse alors dans l'ensemble de l'économie, et affecte partout les coûts de production.

L'inflation par les coûts apparaît ainsi comme étant essentiellement un phénomène des structures de marchés. Et contrairement à ce que l'on pourrait être tenté de croire à première vue, ce n'est pas la concurrence elle-même, mais plutôt son absence, ou encore la réduction de son degré, qui sont susceptibles de créer ou renforcer les pressions inflationnistes à travers les marchés.

2. ANALYSES TENDANCIELLES DES INDICATEURS ECONOMIQUES DE LA RDC DE 2012 A 2024

2.1. BASE DES DONNEES

Les données contenues dans le tableau ci-dessous nous servent à analyser les tendances suivies par les variables « taux de change » et « taux d'inflation » en lien avec les autres indicateurs. Nous y retrouvons l'indice des cours des matières premières, les exportations en pourcentages du PIB, le taux directeur dont les comportements peuvent influencer sur l'appréciation ou dépréciation du taux de change. Les indicateurs tels que les taux d'inflation importée des pays de BRICS, de l'Union Européenne, des Etats unis d'Amérique et le taux directeur de la banque

centrale du Congo sont aussi retenus pour nous permettre de comparer leurs tendances par rapport à celle suivie par le taux d'inflation pendant la période allant de 2012 à 2024.

Tableau 1 : Base des données des indicateurs économiques

ANNEE	INFL	CHANGE	TDR	INFL UE	INFL BRICS	INFL USA	ICMP	EXPORT
2012	5,67	915,17	2	2,53	4,21	2,07	100	36,4
2013	1,08	925,5	2	1,37	4,35	1,47	92,9	35,2
2014	1,26	924,51	2	0,44	3,66	1,62	86	27,6
2015	1,6	938,34	2	0,17	4,13	0,12	65	32,4
2016	23,6	1215,59	7	0,22	3,63	1,27	59,4	17,06
2017	54,71	1591,91	20	1,56	2,23	2,13	72,6	30,4
2018	7,23	1675	14	1,81	2,41	2,44	78,2	33,57
2019	4,59	1725,7	9	1,36	3,36	1,81	71,6	25,46
2020	15,76	2020	18,5	0,53	3,12	1,25	71	28,35
2021	5,28	2044,67	7,5	3,38	7,97	3,25	107,9	40,08
2022	13,13	2138,33	8,25	3,38	3,16	3,25	107,6	43,4
2023	23,75	2686,67	25	3,38	5,05	3,25	101,7	42,49
2024	11,69	2800	25	3,38	5,05	3,25	101,5	42,38

Source : Banque centrale du Congo, rapports annuels de 2012 à 2024

2.2. INDICE DE VARIATION DE TAUX DE CHANGE

L'indice de variation de taux nous permet d'analyser les dépréciations de la monnaie nationale d'une année à une autre sur base de l'année de base retenue. Il est déterminé par la formule suivante :

$$\text{Indice variation change} = \frac{\text{Taux de change d'année courante}}{\text{Taux de change d'année de base}}$$

En nous inspirant de la conjoncture économique de la République démocratique du Congo pendant les deux dernières décennies, nous remarquons que la sous période 2012-2015 s'est distinguée par la stabilité macroéconomique des indicateurs (inflation, taux de change, croissance économique). Nous retenons l'année 2012 comme l'année de base pour calculer les variations courantes de taux de change.

Après calcul, nous avons abouti aux résultats suivants :

Tableau 2 : Indice de variation de taux de change

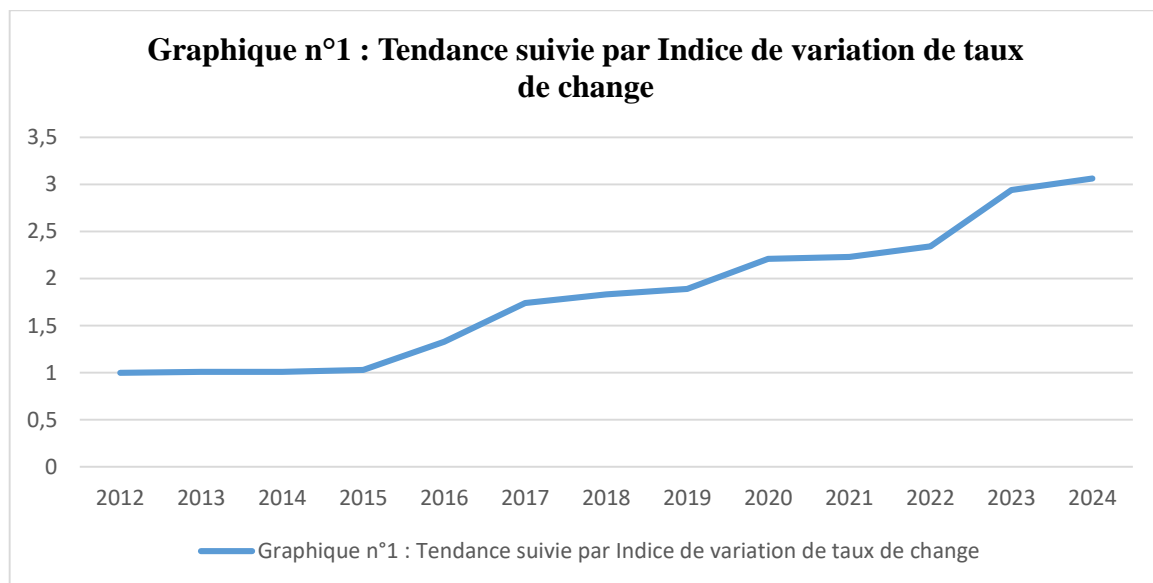
Année	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
ICHANGE	1	1,01	1,01	1,03	1,33	1,74	1,83	1,89	2,21	2,23	2,34	2,94	3,06

Source : calculs faits à partir des données du tableau n°1

Les données initiales étant les taux de change à l'incertain (unité de la devise étrangère par rapport à la quantité de la monnaie nationale), un indice supérieur à l'unité montre le niveau de

dépréciation de la monnaie nationale par rapport au Dollar américain ; et inférieur à l'unité témoigne la situation inverse.

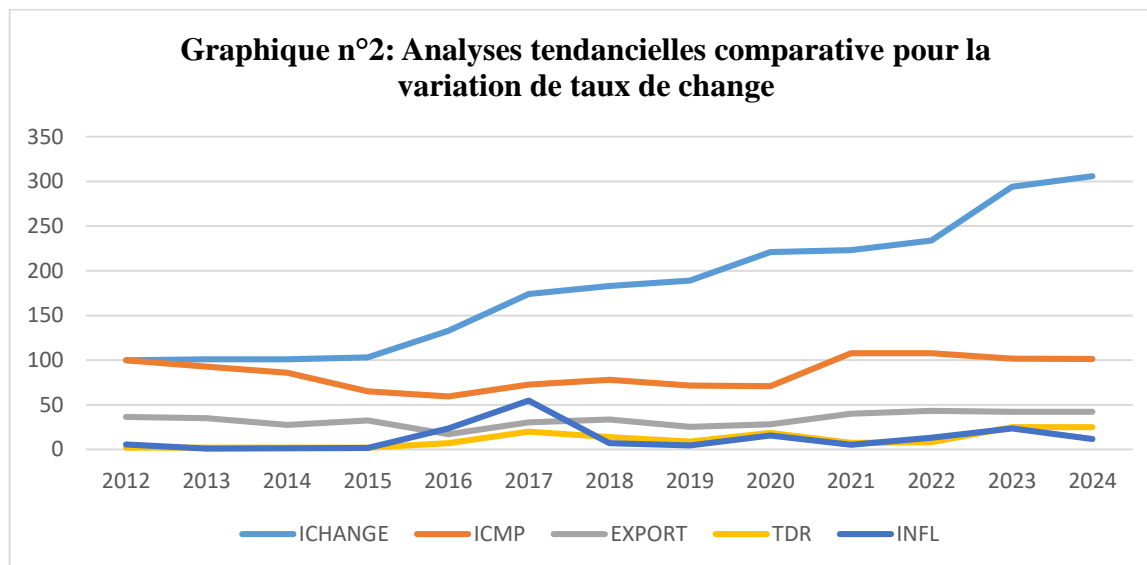
Entre 2012 et 2024, le Franc congolais a connu une dépréciation de 206%, cette forte dépréciation a commencé en 2016 avec la baisse des cours des matières premières à l'international à ce temps. Le graphique ci-dessous nous montre qu'après la quasi stabilité de taux de change entre 2012 et 2015, la tendance d'appréciation de Dollar américain enclenchée en 2016 est restée haussière jusqu'à l'année 2024.



Source : Construit à partir des données du tableau n°2

2.3. CAUSALITE DE VARIATION DE TAUX DE CHANGE EN RDC : ANALYSE TENDANCIELLE DE 2012 A 2024

Le graphique ci-dessous nous montre comment l'évolution de l'indice des cours des matières premières impacte positivement les recettes d'exportation en pourcentage du PIB. La baisse de l'indice des cours des matières premières de 2012 à 2016 a impacté négativement les recettes d'exportation pendant la même sous période. A partir de l'année 2016 jusqu'à 2020, l'indice des cours des matières premières a suivi de façon concomitante la tendance haussière avec les exportations, mais les cours des matières restent inférieurs à ceux de l'année de base 2012. Tout comme l'indice des cours des matières premières, les exportations sont restées croissantes de 2021 à 2024. Nous pouvons lire ces évolutions sur le graphique suivant :

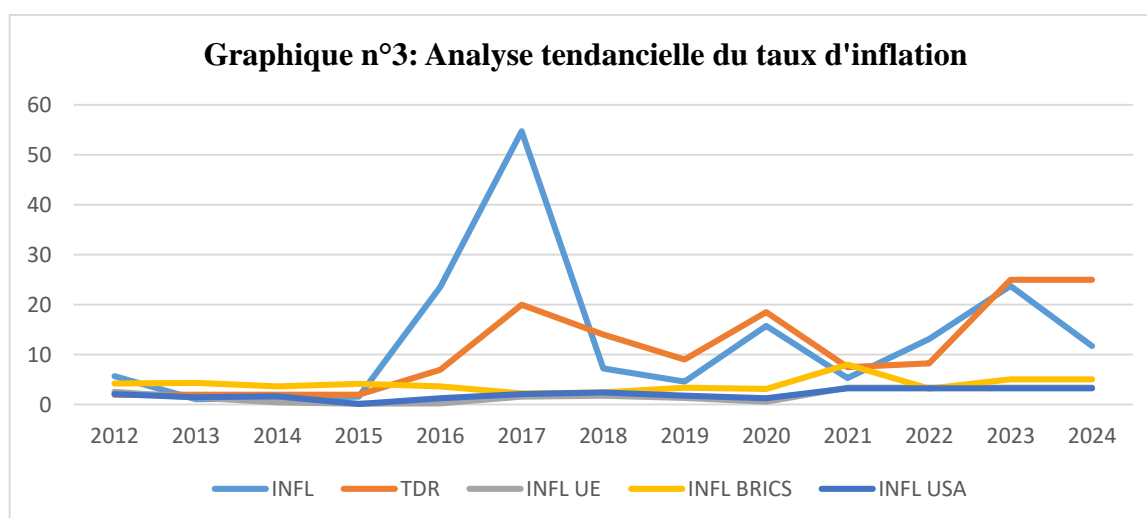


Source : Construit à partir des données du tableau n°1

2.4. CAUSALITE DE VARIATION DE TAUX D'INFLATION EN RDC : ANALYSE TENDANCIELLE DE 2012 A 2024

Pendant la sous période allant de 2012 à 2015, le taux directeur est resté constant, les taux d'inflation importée et celui de la RDC sont quasi stables.

A partir de 2016, la Banque centrale du Congo a revu à la hausse son taux directeur en mettant en place sa politique monétaire restrictive, mais les taux d'inflation importée des Etats Unies d'Amérique, des pays de BRICS et de l'Union Européenne est resté quasi stable. L'inflation est restée faible et stable entre 2012 et 2015, avant de reconnaître une flambée à partir de 2016. Parallèlement, le taux directeur de la Banque centrale du Congo n'a pas été modifié. A la hausse de l'inflation en 2016 et 2017, nous constatons que l'autorité monétaire a revu à la hausse le taux de son instrument de taux directeur.



Source : Construit à partir des données du tableau n°1

3. ANALYSE DE CAUSALITE PAR APPROCHE ECONOMETRIQUE

3.1. Choix des variables

Huit variables sont retenues en raison des objectifs analytiques assignés à cette recherche. Il s'agit des variables taux de change, taux d'inflation, l'indice des cours des matières premières, les exportations, le taux directeur, le taux d'inflation importée de l'Union Européenne, des Etats-Unis d'Amérique et des pays des BRICS.

Le tableau ci-dessous nous sert à présenter chacune des variables avec leurs notations, nature, pertinences ainsi que leurs sources respectives.

Tableau 3 : Pertinence des variables

Variables	Notation	Nature	Pertinence	Source
Taux de Change	CHANGE	Endogène	Le taux de change exprime la quantité de monnaie nationale par unité de devise étrangère. Cette variable nous intéresse dans cette étude dans la mesure où au regard de la globalisation financière et des échanges commerciaux entre nations, le régime de change devient un instrument incontournable de la politique économique. Les échanges avec l'extérieur, exportations, importations sont notamment influencés par le taux de change de la monnaie nationale. Ainsi, une bonne politique du régime de taux de change peut déboucher sur l'amélioration de la performance économique, et le niveau inadéquat du taux de change détériore et déséquilibre le système macroéconomique.	BCC, Rapports annuels de 2016 de 2024
Inflation	INFL	Endogène	Le phénomène inflationniste décourage les demandeurs et réduit leur pouvoir d'achat, ce qui impacte négativement la quantité demandée et des répercussions sur la quantité offerte. La maîtrise de cet indicateur arrange à la fois les demandeurs et les offreurs, et contribue dès lors à la performance macroéconomique.	BCC, Rapports annuels de 2016 de 2024
Taux Directeur	TDR	Exogène	Nous retenons cette variable comme instrument utilisé par l'autorité monétaire dans le cadre de la réalisation de sa politique monétaire. Les mouvements des taux directeurs des banques centrales ont donc une	BCC, Rapports annuels de 2016 de 2024

			incidence sur la masse monétaire en circulation, ce qui peut impacter l'inflation et le change.	
Inflations Importées	INFL_UE	Exogène	Il s'agit des inflations importées de l'Union Européenne, des Etats Unis d'Amérique et de pays composant le BRICS. L'économie Congolaise étant extravertie, la motivation est fondée sur la vérification empirique de la relation de causalité entre l'inflation importée des économies partenaires de la RDC et l'inflation interne, ceci peut influencer l'objectif poursuivi par l'autorité monétaire.	Banque Mondiale sur www.banquemondiale.org
	INFL_USA			
	INFL_BRICS			
Indice des cours des matières premières	ICMP	Exogène	Cet indice est un indicateur pondéré qui prend en compte tous les cours mondiaux des matières premières minérales et végétales exportées par la RDC. Il est important de retenir cette variable dans nos analyses pour apprécier la relation de causalité pouvant exister entre elle et les autres variables comme les recettes d'exportations et taux de change.	BCC, Rapports annuels de 2016 de 2024
Recettes d'exportations	EXPORT	Exogène	Nous retenons cette variable des recettes des exportations pour apprécier leur relation avec le mouvement des cours des matières premières et le taux de change.	BCC, Rapports annuels de 2016 de 2024

Source : Elaboré sur base des théories des auteur

3.2. STATIONNARISATION DES VARIABLES

Une variable non stationnaire a une variance croissante dans le temps de sorte qu'elle ne converge nullement vers une valeur d'équilibre, il faudra la différencier un certain nombre de fois selon son degré d'intégration (BAKARY DOUCOURE, 2008). Une série chronologique est donc stationnaire si elle est la réalisation d'un processus stationnaire, ceci implique que la série ne comporte ni tendance, ni saisonnalité et plus généralement aucun facteur n'évoluant avec le temps (BAKARY DOUCOURE, 2008).

Pour déterminer le degré de stationnarité des variables du modèle, nous utilisons les tests de Dickey Fuller Augmenté et de Phillips-Perron

➤ Hypothèses de test

Ho : Racine Unitaire (Non stationnaire)

H1 : Non Racine Unitaire (Stationnaire)

➤ **Critère**

Au seuil de 5%, on rejette H_0 (de racine unitaire) si la probability (probabilité critique ou d'acceptation) est inférieure à 0.05

Le tableau ci-dessous présente les résultats de ce test pour les huit variables retenues.

Tableau 4 : Résultats de stationnarisation des variables

Variables	Valeur p ADF		
	Niveau	Diff. 1 ^{ère}	Diff. 2 ^{nde}
CHANGE	0.1840	0.0000	-
INFL	0.4223	0.0003	-
ICMP	0.5632	0.0002	-
EXPORT	0.0001	-	-
TDR	0.5165	0.0003	-
INFL UE	0.4207	0.0002	-
INFL USA	0.4625	0.0002	-
INFL BRICS	0.6087	0.0005	-

Source : Annexe n°2

En retenant le seuil critique de 5%, une variable est stationnaire si sa probabilité ou valeur ADF est inférieur à 0,05.

Parmi les 8 variables retenues pour cette étude, une variable est stationnaire à niveau, c'est la variable « exportations ». Les 7 variables restantes ; notamment le taux de change, taux d'inflation, l'indice des cours des matières premières, le taux directeur, les inflations importées de l'Union Européenne, des États-Unis d'Amérique et des pays de BRICS sont stationnaires à la différence première ; et enfin aucune variable est stationnaire à niveau.

3.3. RESULTATS DE CAUSALITE AU SENS GRANGER

L'analyse de la causalité nous aide à apprécier la prédictibilité de certaines variables en connaissance des autres actuelles. Au regard des analyses faites, nous avons constaté qu'au seuil de 5% il existe une causalité bidirectionnelle entre les variables taux de change et d'inflation. Néanmoins, nous avons à ce même seuil constaté plusieurs relations de causalité unidirectionnelle.

Comme nous montre le schéma ci-dessous, les différentes causalités unidirectionnelles sont les suivantes :

- Trois relations de causalité unidirectionnelle allant des inflations importées à l'inflation de la République Démocratique du Congo. Nous avons compris ici que les taux d'inflation des économies Européenne, de BRICS et des Etats Unis ont influencé l'inflation en République Démocratique du Congo ;

3.4.1. Sur le plan conjoncturel

➤ Faire respecter le rapatriement des devises des recettes d'exportation

Le code minier et la réglementation de change ont régulé le retour des devises des exportations respectivement pour les produits miniers et les services. Pendant la phase d'amortissement, les opérateurs économiques du secteur minier doivent rapatrier en RDC 60% de leurs recettes dans les 15 jours suivant leur encaissement et les 40% peuvent être conservés à l'étranger. Après l'amortissement, l'intégralité des recettes d'exportation doit être rapatriée en RDC.

Les exportateurs des services doivent rapatrier les devises au plus tard dans les 30 jours suivant la prestation de services, mais ne sont pas obligés de rétrocéder leurs recettes à la Banque Centrale du Congo.

Le non-respect de ces réglementations par les opérateurs miniers et exportateurs des services exerce un impact négatif sur les réserves internationales des devises et le marché de change. Une forte collaboration entre la Banque Centrale du Congo, la division provinciale des mines et l'office congolais de contrôle est capitale pour harmoniser les données d'exportation et veiller au respect de la loi.

➤ Instruments et indépendance de la Banque centrale du Congo

L'autorité monétaire dispose des instruments et outils pouvant l'aider à intervenir (au besoin) pour stabiliser la monnaie et le prix. Ces instruments sont : taux directeur, réserves obligatoires, ventes et achats des devises et la redevance de suivi de change perçu sur toutes les opérations de change. Pour ce faire, elle doit jouir de sa pleine indépendance et promouvoir au besoin la politique de coordination avec l'exécutif national. Une indépendance de l'autorité monétaire remise en question, lui fait perdre son véritable objectif poursuivi ! Le financement budgétaire doit être relégué pour éviter une instabilité monétaire.

3.4.2. Sur plan structurel

➤ Un cadre réglementaire de qualité

- Améliorer le climat des affaires et rendre nul le coût lié à la corruption tout en mettant une attention particulière à assurer la sécurité juridique et judiciaire
- L'ETAT doit fidéliser les investisseurs privés tout en leur offrant un « territoire assurantiel » qui les garantisse des risques car les investisseurs évitent toujours d'investir dans les milieux à haut risque tel que le risque politique, institutionnel, risque de change, de crédit, etc.
- la promotion d'une administration publique compétente, intègre, crédible et prévisible, accueillante et déterminée à faire gagner le secteur privé;

- la mise en place d'un système juridique et judiciaire crédible, capable de faire appliquer la loi, dans l'équité et dans la transparence, en particulier à faire respecter les droits de propriété et les contrats.

➤ **La promotion des investissements nationaux**

Dans tous les pays du monde, les premiers investisseurs sont les nationaux. Malheureusement quand les congolais ont de l'argent, ils vont le mettre à l'étranger pour éviter d'être volé. Les congolais sont très craintifs devant le risque. Tant que nous ne nous mobilisons pas d'investir chez nous, nous serons des acheteurs des biens produits par les autres. C'est pourquoi notre pays est dominé par les indiens, libanais, chinois, etc. Si nous voulons booster nos investissements, nous devons emprunter le modèle asiatique en mettant en place de façon pragmatique le partenariat public privé et en assurer le suivi pour l'efficacité.

➤ **Promouvoir la compétitivité par les investissements**

Si la RDC désire être compétitive, elle doit satisfaire à trois choses fondamentales : les infrastructures, le capital humain et les innovations. Les infrastructures doivent nous aider à mouvoir les biens et équipements sur l'étendue nationale et de ne pas perdre de l'argent. Le capital humain suppose que nous devons avoir des hommes en bonne santé et pertinemment instruits. Pour les innovations où les gens y mettent moins d'accent, on ne peut pas vivre dans les réalités du passé, elles sont passées et ne reviendront plus. Il y a plein de choses que nous connaissons aujourd'hui et qui n'existeront plus dans 5 ou 10ans. Si nous passons notre temps à investir dans les choses du passé, on n'avancera pas car la force d'une nation c'est sa capacité à capter l'avenir c'est-à-dire à préparer son capital humain pour les défis du futur. Et le jour où nous serons très compétitifs, nous attirerons les gens à venir investir chez nous parce que nous aurons un seuil de rentabilité élevé.

➤ **La digitalisation des régies financières**

Il y a nécessité de la création des caisses enregistreuses des recettes fiscales pour éviter toute évasion fiscale. Le jour où on va digitaliser notre système fiscal dans son ensemble (nos régies financières), on pourra bénéficier du principe multiplicatif de notre budget, mais ceci suppose une excellente formation et une éducation ou culture fiscale.

➤ **Des bases à long terme du développement adapté**

Il n'est pas concevable d'avoir les Fonds de promotion des industries alors que les industries ne sont pas régulièrement créées, c'est une peine perdue d'avoir les Fonds des promotions culturelles alors que la culture congolaise elle-même pose problème, de même que les fonds de

promotion de tourisme ne servent à rien si le secteur concerné n'occasionne pas d'entrées touristiques.

Il nous faut :

- La capacité à absorber et à adapter les nouvelles technologies,
- La disponibilité d'une main d'œuvre locale bien formée, qualifiée, productive et alliée avec les employeurs pour faire progresser l'entreprise ;
- La répartition équitable des fruits de la croissance pour renforcer la cohésion sociale ;
- L'existence de bonnes infrastructures et d'un bon système de télécommunications.

Conclusion

Nous venons d'abord une thématique intitulée : « ancrage taux de change – inflation dans une économie extravertie : entre contraintes conjoncturelles et politiques structurelles en RDC ».

L'objectif poursuivi en rédigeant ce papier était d'analyser les liens de causalité théorique et empirique entre le taux de change et l'inflation en République démocratique du Congo. Pour l'atteindre, nous avons retenu 3 objectifs spécifiques suivants : analyser les causalités théoriques de la fluctuation du taux de change et de l'inflation dans une petite économie ouverte et extravertie ; apprécier les tendances évolutionnaires suivies par ces indicateurs pendant la période de 2012 à 2024 et mesurer les causalités empiriques au sens de Granger de la fluctuation de taux de change et de l'inflation en RDC.

Nous avons utilisé la méthode comparative (pour apprécier les tendances suivies par les différents indicateurs) et la méthode historique (allant de l'année 2012 à 2024). Les techniques utilisées sont les techniques documentaire (documents utilisés), d'entretien (avec certains experts), statistiques (tableaux et graphiques utilisés) et économétrique (recherche des causalités empiriques entre les différentes variables liées au taux de change et à l'inflation).

Réparti en trois sections, la première est intitulée « Causalités théoriques de la fluctuation de taux de change et de l'inflation dans une économie extravertie », la deuxième est relative à l'analyse contextuelle et tendancielle ; et la dernière analyse les causalités empiriques au sens de Granger de la fluctuation de taux de change et de l'inflation en RDC. Ces trois sections sont encadrées par la présente introduction et la conclusion.

Les résultats trouvés par analyse de causalité au sens de Granger ont montré les limites et la vulnérabilité de l'économie congolaise. Cette dernière étant extravertie, elle est exposée aux chocs exogènes et est contrainte de rester dépendante de la conjoncture économique extérieure

à l'instar de l'inflation importée. L'inflation (importée) enregistrée par les pays partenaires commerciaux de la République démocratique du Congo peut influencer l'inflation interne, de même l'indice des cours des matières premières vendues à l'international exerce une influence sur les exportations et le taux de change de la RDC. En fin, nous avons une causalité réciproque entre les variables taux de change et taux d'inflation, c'est-à-dire une hausse généralisée de prix cause la dépréciation de la monnaie nationale et vice versa.

ANNEXE

Pairwise Granger Causality Tests

Date: 10/10/25 Time: 02:49

Sample: 2016Q1 2024Q4

Lags: 2

Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Prob.
D(INFL) does not Granger Cause D(CHANGE)	33	0.28498	0.0042
D(CHANGE) does not Granger Cause D(INFL)		0.00780	0.0022
EXPORT does not Granger Cause D(CHANGE)	33	0.11373	0.0224
D(CHANGE) does not Granger Cause EXPORT		0.13647	0.8730
D(TDR) does not Granger Cause D(CHANGE)	33	0.99158	0.3836
D(CHANGE) does not Granger Cause D(TDR)		0.14451	0.8661
D(INFL_UE) does not Granger Cause D(CHANGE)	33	0.13058	0.8781
D(CHANGE) does not Granger Cause D(INFL_UE)		0.14971	0.8616
D(INFL_USA) does not Granger Cause D(CHANGE)	33	0.10041	0.9048
D(CHANGE) does not Granger Cause D(INFL_USA)		0.11456	0.8922
D(INFL_BRICS) does not Granger Cause D(CHANGE)	33	0.00440	0.9956
D(CHANGE) does not Granger Cause D(INFL_BRICS)		0.00599	0.9940
D(ICMP) does not Granger Cause D(CHANGE)	33	0.21504	0.0378
D(CHANGE) does not Granger Cause D(ICMP)		0.18871	0.8291
EXPORT does not Granger Cause D(INFL)	33	0.22193	0.8024
D(INFL) does not Granger Cause EXPORT		0.00205	0.9980
D(TDR) does not Granger Cause D(INFL)	33	0.00121	0.9988
D(INFL) does not Granger Cause D(TDR)		0.00971	0.9903
D(INFL_UE) does not Granger Cause D(INFL)	33	0.00093	0.0191
D(INFL) does not Granger Cause D(INFL_UE)		0.00066	0.9993
D(INFL_USA) does not Granger Cause D(INFL)	33	0.00069	0.0439
D(INFL) does not Granger Cause D(INFL_USA)		0.00027	0.9997
D(INFL_BRICS) does not Granger Cause D(INFL)	33	2.1E-05	0.0390

D(INFL) does not Granger Cause D(INFL_BRICS)		2.1E-05	0.8990
D(ICMP) does not Granger Cause D(INFL)	33	0.00108	0.9989
D(INFL) does not Granger Cause D(ICMP)		0.00017	0.9998
D(TDR) does not Granger Cause EXPORT	33	0.01264	0.9874
EXPORT does not Granger Cause D(TDR)		0.04133	0.9596
D(INFL_UE) does not Granger Cause EXPORT	33	0.02301	0.9773
EXPORT does not Granger Cause D(INFL_UE)		0.76980	0.4727
D(INFL_USA) does not Granger Cause EXPORT	33	0.07666	0.9264
EXPORT does not Granger Cause D(INFL_USA)		0.70259	0.5038
D(INFL_BRICS) does not Granger Cause EXPORT	33	0.00282	0.9972
EXPORT does not Granger Cause D(INFL_BRICS)		0.02846	0.9720
D(ICMP) does not Granger Cause EXPORT	33	0.00195	0.0081
EXPORT does not Granger Cause D(ICMP)		1.24739	0.3027
D(INFL_UE) does not Granger Cause D(TDR)	33	0.01785	0.9823
D(TDR) does not Granger Cause D(INFL_UE)		0.02469	0.9756
D(INFL_USA) does not Granger Cause D(TDR)	33	0.01395	0.9862
D(TDR) does not Granger Cause D(INFL_USA)		0.01702	0.9831
D(INFL_BRICS) does not Granger Cause D(TDR)	33	0.00185	0.9982
D(TDR) does not Granger Cause D(INFL_BRICS)		0.00057	0.9994
D(ICMP) does not Granger Cause D(TDR)	33	0.02385	0.9765
D(TDR) does not Granger Cause D(ICMP)		0.03868	0.9621
D(INFL_USA) does not Granger Cause D(INFL_UE)	33	0.01448	0.9856
D(INFL_UE) does not Granger Cause D(INFL_USA)		0.01542	0.9847
D(INFL_BRICS) does not Granger Cause D(INFL_UE)	33	0.00271	0.9973
D(INFL_UE) does not Granger Cause D(INFL_BRICS)		0.00102	0.9990
D(ICMP) does not Granger Cause D(INFL_UE)	33	0.00469	0.9953
D(INFL_UE) does not Granger Cause D(ICMP)		0.00039	0.9996
D(INFL_BRICS) does not Granger Cause D(INFL_USA)	33	0.00106	0.9989
D(INFL_USA) does not Granger Cause D(INFL_BRICS)		0.00074	0.9993
D(ICMP) does not Granger Cause D(INFL_USA)	33	0.01354	0.9866
D(INFL_USA) does not Granger Cause D(ICMP)		0.00902	0.9910
D(ICMP) does not Granger Cause D(INFL_BRICS)	33	0.00124	0.9988
D(INFL_BRICS) does not Granger Cause D(ICMP)		0.00437	0.9956

BIBLIGRAPHIE

1. Bakary, F.(2008), *méthodes économétriques plus programmes*, Université Cheikh Anta Diop, Dakar,
2. Cnuced, (2013). Comment renforcer la résilience aux extérieures et atténuer leurs incidences sur le commerce et le développement, Note du Secrétariat, TD/C/C.I/MEM.5/2
3. Cros C. Et Prache, G., (1989), *Économie politique contemporaine*, Masson, Paris,
4. Benassy-Quere A., et al. (2012),, *Politique économique* 3^e édition, DE BOECK, Paris,
5. Faugere, JP. et COLLECTE, V. (1994),, *le système financier français ; crises et mutations*, 3^e édition, Nathan, Paris,
6. Fillieule, R. (2010), *Economie retrouvée*, Presses universitaires du septentrion, Lille
7. Flamant, M., (1991), *l'inflation*, Presses universitaire de France, Paris,
8. Friedman, M. (1969), *inflation et système monétaire*, Paris, Ed. Calmann-Lévy,
9. Ftiti, Z. (2010), *stabilité-croissance et performance économique*, Gâte,
10. Hermann, S. , FLORENT, J. et BRAULT, J., (2002), *la stratégie prix*, Dunod, Paris,
11. Jacquemin, A., Tulkens H. et Mercier P.,(2001), *Fondements d'économie politique*, De Boeck et Larcier s.a., Bruxelles,
12. Jahan, S. et Papageorgiou, C. (2014), *qu'est-ce que le Monétarisme, l'ABC de l'économie*, Finances et Développement, Mars,
13. Lambert, D. (1959), *les inflations sud-américaines-Inflation de sous-développement et inflation de croissance*, Paris, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine,
14. Neme, J. (1977), *politiques économiques comparées*, collection Thémis, PUF, Paris,
15. Ntagoma Kushinganine JB. (2015), *Revue de la littérature empirique sur la résilience économique*, Revue Congolaise de politique économique, Vol 1, mars 2015, pp 13-46
16. Piriou, JP. (1999), *Lexique de sciences économiques et sociales*, La Découverte, Paris,
17. Provost, J.(1986), *Les mots de l'économie*, Ed. Marketing, Paris,
18. Rey, A. (1998), *Dictionnaire d'apprentissage de la langue française* « le Robert Micro », Nouvelle éd., Paris,
19. Selemani, P. (1979), *Analyse de la structure monétaire en Afrique*, in *cahiers économiques et sociaux*, Kinshasa, IRES,
20. Silem, A. (2004), *Lexique d'économie*, Ed.Dalloz, Paris,